

Depuis 2017, HRO a pour mission d'observer, documenter et dénoncer les violences d'État quotidiennes perpétrées à l'encontre des personnes en situation d'exil à la frontière franco-britannique*. Les entraves aux observations étant nombreuses, ces chiffres sont à prendre comme un extrême minima.

Chiffres concernant les expulsions des lieux de vie informels :



Au moins **15 opérations de police** pour **59 expulsions** de **9 lieux de vie informels**



Au moins **203 personnes** ont été **expulsées** de leurs lieux de vie



Au moins **86 tentes saisies**, dont **8 tentes vidées puis saisies**



Au moins **8 bâches**, **3 sacs de couchage** et **1 couverture** ont été **saisis**



Au moins **14 personnes exilées** **arrêtées** lors des expulsions

Les faits de violences subis par les personnes exilées et enregistrés par HRO :

- Les forces de l'ordre ont procédé à **au moins 25 expulsions** alors que le **plan grand froid** était actif. Le plan grand froid est un dispositif d'hébergement d'urgence déclenché par l'État lorsque les températures descendent très bas. Il est accessible aux personnes exilées, mais toutes ne s'y rendent pas faute d'information suffisante, de place ou ne le souhaitent pas. Expulser les personnes restées dans les lieux de vie contribue à les **précariser davantage** dans un contexte où les températures sont glaciales.
- Lors de chaque expulsion où HRO était présente, des personnes se sont **"auto-expulsées"** avant l'arrivée des forces de l'ordre avec leurs affaires, pour les protéger des saisies et se réinstaller après. **Cela témoigne de l'aspect routinier des expulsions dans le Calais.**
- **Les 15, 24, 27, et 29 janvier**, des CRS étaient équipés de matraques et de Lanceurs de Balles de Défenses. Ce dispositif de sécurité mis en place lors des opérations d'expulsions est **disproportionné** et vise à **intimider** les personnes exilées.
- **En janvier 2025**, le nombre **d'arrestations** observées lors des expulsions a **presque triplé**, passant de 5 en décembre à 14 ce mois-ci. Ces arrestations sont arbitraires et déloyales.



Photo : @elio_j

Les faits de violences subis par les personnes exilées et enregistrés par HRO :

- **Le 17 janvier**, des agents de la Police Aux Frontières trouvent un ballon de foot sur un lieu de vie, et se font des passes pendant l'expulsion, alors que l'opération est encore en cours. Ce genre de comportement pendant qu'une expulsion est menée est inapproprié.
- **Le 27 janvier, 12 personnes sont bloquées par les CRS, sans l'aide d'un traducteur, et ne peuvent pas rejoindre le lieu de vie pour récupérer leurs affaires.** Au même moment, des tentes sont saisies par la société de nettoyage, alors que leurs propriétaires sont bloqués sur le pont.
- **Le 29 janvier**, l'équipe de nettoyage a **saisi uniquement les tentes**, les autres affaires ont été laissées sur place. Cela montre, encore, que les expulsions ne visent pas à vider et nettoyer le site, mais à **déposséder les personnes de tout moyen de s'abriter**.
- **Le 30 janvier**, des personnes ont rapporté avoir été expulsées de leur lieu de vie **dans la nuit**, lieu qui ne fait pas partie des lieux fréquemment expulsés en ce moment. **La police a pris leurs affaires**. C'est un exemple du **harcèlement constant** que subissent les personnes exilées, **de jour comme de nuit**.



Violences policières subies par les personnes exilées en dehors des expulsions

- **Le 8 janvier**, 3 personnes exilées se sont faites fouiller et contrôler leurs papiers. Plusieurs personnes ont été fouillées aux abords des arrêts de bus, dont 2 pour lesquels la Police Nationale a **directement fouillé leurs poches**, ce qui est illégal. La Police Aux Frontières a arrêté **3 personnes**.

En janvier 2025, au moins 3 personnes exilées sont décédées à la frontière franco-britannique.**

Abdul Raheem Quasem, un yéménite de 24 ans est mort suite à un naufrage. Il a été retrouvé sur la plage des Salines.

Suliman Alhusien, un syrien de 20 ans est mort en essayant de traverser la frontière.

Le corps d'un troisième homme non identifié a été retrouvé sur l'autoroute A16.

Ces décès sont la conséquence des politiques des gouvernements français, britannique et européens, qui par la sécurisation toujours plus forte de la frontière, le harcèlement policier et la fabrication de conditions de vie délétères mettent en danger la vie des personnes exilées en transit à cette frontière.

* Nos données se basent sur nos observations et ne sont donc pas exhaustives.

** Calais Migrant Solidarity: <https://calaismigrantsolidarity.wordpress.com/deaths-at-the-calais-border/cette-frontiere-tue/>.

Chiffres concernant les entraves et/ou intimidations des forces de l'ordre envers HRO :

Ce mois-ci, HRO a recensé de nombreuses tentatives d'entrave et/ou d'intimidation au quotidien, dont :



25 fois l'observation a été **totale**ment bloquée par les forces de l'ordre qui les maintenaient à distance de beaucoup d'opérations de police. **Ces périmètres ont entravé le travail de documentation des expulsions.**



Les observateur.ices ont été **filmé.es sans avoir été prévenu.es** au moins **3 fois**.

Les faits d'entraves, d'intimidations et/ou de violences subis et enregistrés par HRO :

- **Le 13 janvier**, des membres de HRO et d'Utopia 56 ont essayé d'observer une opération d'expulsion, mais ont été bloqué.e.s par les forces de l'ordre. **Les CRS les ont notamment poussé.e.s pour les faire reculer, et leur ont pris le bras afin de les empêcher de filmer.** Le même jour, un autre CRS affirme à HRO "*vous, vous les laissez crever la gueule ouverte dans les tentes, c'est ça la différence*", alors qu'il encadrait une opération violente et fragilisant davantage des conditions de vie déjà précaires.
- **Durant tout le mois de janvier**, HRO a encore noté des "**périmètres**" abusifs à l'encontre de ses équipes. Ces périmètres, présentés comme un moyen d'assurer leur "sécurité", sont en réalité mis en place afin d'empêcher les associations de documenter les expulsions, en les éloignant de celles-ci. Ils sont une preuve parmi d'autres de la volonté de l'État de cacher les violences infligées aux personnes exilées.
- **Le 17 janvier**, une voiture de Police Nationale était dédiée à la surveillance de l'équipe HRO observant l'expulsion. Les agents à l'intérieur se sont chargés de maintenir HRO à distance et empêcher la documentation de l'opération.
- **Le 10 janvier**, le "périmètre" mis en place par les CRS lors d'une expulsion **empêche une association de se rendre sur le lieu de vie pour y faire sa distribution.**



Photo : @elio_j

- **Le 20 janvier**, une agente de la Police Nationale **menace une observatrice de la placer en garde à vue** car celle-ci est sur un terrain non grillagé qui est, d'après elle, un terrain privé, ce qui n'est pas visuellement matérialisé. Ce genre d'intimidation envers HRO est récurrent, et est témoin de la volonté de décourager la présence d'observateur.ices.
- **Les 10 et 22 janvier**, lorsque HRO demande la base légale des opérations, les chefs d'opération répondent : "*À chaque fois on vous voit, chaque fois on répond et vous revenez poser les mêmes questions. C'est toujours la même chose*", ou encore "*comme d'habitude, vous posez toujours les mêmes questions*". Ces interactions sont une preuve du **caractère récurrent des expulsions**, et de **l'instrumentalisation de l'enquête de flagrance pour expulser des habitant.e.s de lieux de vie informels.**